

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1685

8 juillet 2015

SOMMAIRE

Aere Investment S.A.	80840	ECT Finance S.A.	80836
Agence D.L.H. S.A.	80839	EdgeWorth Capital (Luxembourg) S.à r.l. ...	80835
Albain Finco S.à r.l.	80866	E.Fuel S.A.	80836
Äresto	80866	ElektroPower S.à r.l.	80836
Arizona Properties S.A.	80867	EMDI Europe S.A.	80837
Aster Holding S.A.	80834	Financière Daunou 16 S.à r.l.	80837
Auto-Teile-Unger Holding S.à r.l.	80849	Fundman S.à r.l.	80837
Bank of America Global Holdings, S.à r.l. ...	80840	Gentoo Corporate Services, S.à r.l.	80849
Battersea Holding S.A.	80842	Guardian International Transactions S.à r.l.	80845
BBVA Durbana International Fund	80840	Guardian SP5 S.à r.l.	80845
Beautylux	80842	ING International	80856
BestLife III International S.à r.l.	80839	I-Wohnen S.à r.l.	80855
Blaise	80834	Matterhorn Capital DC Bury Green S.à r.l.	80844
BPT Hansa Lux SICAV-SIF	80841	NN (L) International	80856
Campo Iris S.A.	80834	Orbit Private Asset Management S.A.	80880
Capsa S.A.	80843	Patrimax Sarl	80838
CBPS Loan Acquisition S.à r.l.	80842	PEC Berri S.à r.l.	80838
Chopin Holdings S.à r.l.	80839	Pradera Central Holdco S.à r.l.	80844
Chopin International S.à r.l.	80841	SGG S.A.	80855
Compusystem	80835	SHRM Corporate Services S.à r.l.	80849
ContourGlobal Latam Holding S.à r.l.	80838	Treveria Thirty-Two S.à r.l.	80837
Controlinveste International Finance	80841	Wert RSR S.à r.l.	80844
CS Advantage (Lux)	80835		
Cuisine Technology	80843		
DBV-Win Fund	80843		

Campo Iris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.530.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires en date du 13 janvier 2015

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez prendre note que le commissaire, la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Campo Iris S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2015071470/17.

(150081359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Blaise, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 161.586.

Extrait de la convention de cession de parts sociales

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 30 mars 2015, que:

Monsieur Arnaud Pignolet, demeurant à F-08210 Mouzon, Cité des Cadres, 19B, a cédé 25 parts sociales sur les 25 qu'il détenait dans la société à responsabilité limitée BLAISE à Madame Marie-France Blaise, demeurant à B-6880 Bertrix, Rue de la Gare, 158.

Par conséquent, à compter du 1^{er} avril 2015, la répartition des parts sociales est la suivante:

Stéphanie Fontenoy:	25 parts sociales
Françoise Blaise:	25 parts sociales
Marie-France Blaise:	50 parts sociales
	<u>100 parts sociales</u>

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015071458/18.

(150081435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Aster Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 190.683.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 24 avril 2015

En date du 24 avril 2015, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Olivier HAMOU de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 24 avril 2015;

- de nommer Monsieur Fan YANG, né le 5 février 1981, à Liaoning, Beijing, Chine, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 23F, No 100 South Zhongshan Street, Huangpu District, Shanghai, Chine, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 24 avril 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

CM Luxembourg Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2015072254/19.

(150082415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

EdgeWorth Capital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 157.531.

Extrait des résolutions de l'associée unique, prises en date du 17 avril 2015

- L'associée unique, à savoir NS TWO TRUST est représentée par RAWLINSON & HUNTER TRUSTEES SA et non plus par NAIA SA enregistrée sous le numéro CHE-114.547.742 auprès du registre de Commerce de Genève, en Suisse.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

EDGEWORTH CAPITAL (Luxembourg) Sàrl

Référence de publication: 2015072316/13.

(150082674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Compusystem, Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.490.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 20 avril 2015 à 10.00 heures

L'assemblée générale nomme au poste d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2018 Madame Laurence CLARET, née à Valence (F) le 03.02.1959, demeurant à MC - 98000 Monaco, 11, Boulevard Albert 1^{er}.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2015072261/14.

(150082331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

CS Advantage (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 80.866.

L'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2015 a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Dominique Délèze, Josef H.M. Hehenkamp, Rudolf Kömen, Guy Reiter et Fernand Schaus.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016:

- Dominique Délèze, Membre du Conseil d'Administration
Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich
- Josef H.M. Hehenkamp, Membre du Conseil d'Administration
Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich
- Rudolf Kömen, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Fernand Schaus, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016. Il est par ailleurs noté que l'adresse de PricewaterhouseCoopers a été modifiée au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

CREDIT SUISSE FUND MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2015072266/27.

(150082337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

E.Fuel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 165.937.

—
EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 31 mars 2015 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 10, rue Antoine Jans à L-1820 Luxembourg.

En outre, il est à noter que Monsieur Vincent WILLEMS, actuel administrateur, est désormais domicilié au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015072312/14.

(150083093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

ECT Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 167.537.

—
Extrait du Procès-Verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue au Luxembourg le 24 Avril 2015

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société du L-1882 Luxembourg, 12F, Rue Guillaume Kroll au L-1143 Luxembourg, 24 rue Astrid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Avril 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015072342/15.

(150082458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

ElektroPower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 191.850.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des associés de la Société en date du 5 mai 2015 que:

- Monsieur Manuel Mouget, né le 6 janvier 1977 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet le 28 avril 2015.

- Madame Emanuela Brero, née le 25 May 1970 à Bra (Italie), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), a été nommée gérante de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

Madame Emanuela Brero,

Monsieur Thomas Morana and,

Monsieur Stefan Boermans

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 mai 2015.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2015072317/25.

(150082282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Treveria Thirty-Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2015.

Référence de publication: 2015072006/10.

(150081462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Fundman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**R.C.S. Luxembourg B 156.901.**

Par la présente, Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en sa qualité de domiciliataire, dénonce, avec effet immédiat, le siège social de la société FUNDMAN S.à r.l. immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B156901.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2015072397/11.

(150081851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Financière Daunou 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 131.203.

Par résolutions prises en date du 30 avril 2015, l'associé unique a décidé d'accepter la démission de Benoît Chéron, avec adresse professionnelle au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2015.

Référence de publication: 2015072369/12.

(150083066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

EMDI Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8310 Capellen, 1J, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 22.669.

Assemblée Générale Ordinaire, tenue extraordinairement en date du 29 avril 2015

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société Emdi Europe S.A., tenue au siège social en date du 29 avril 2015, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante pour les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013:

Sont renouvelés les mandats d'administrateurs pour une période de six ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera en 2021 de:

- Milerengam Doraiswamy Venkataraman demeurant à L-8310 Capellen, 1J, route d'Arlon,
- Geetha Venkataraman demeurant à L-8310 Capellen, 1J, route d'Arlon,
- Varadarajan Maryilengam Venkataraman, demeurant à L-8310 Capellen, 1J, route d'Arlon

Est renouvelé le mandat de commissaire aux comptes pour une période de six ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera en 2021 de;

- Fibetrust S.à r.l. ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Emdi Europe S.A.

Référence de publication: 2015072348/21.

(150082387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

PEC Berri S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 184.264.

—
EXTRAIT

Il est à noter que Monsieur Ian Kelley, résidant au 11, Place Edouard VII, F-75009 Paris, France, a démissionné de son poste de gérant de la Société à compter du 10 avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015071895/13.

(150081450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Patrimax Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 25, rue Joseph Junck.
R.C.S. Luxembourg B 144.527.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 2014

- Madame BATALAU FERREIRA Fernanda, demeurant à L-2543 Luxembourg, 28, Dernier Sol est démise de sa fonction de gérante administrative.

- Madame SILVA AZEVEDO Maria Lieta, demeurant à L-8010 Strassen, 214, route d'Arlon, est nommée gérante unique.

- La Société est engagée par la signature du gérant unique.

- Il résulte d'une cession de parts du 24 janvier 2014 que Madame BATALAU FERREIRA Maria Fernanda a transféré 50 parts sociales à Madame SILVA AZEVEDO Maria Lieta.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Patrimax s.à r.l.

Référence de publication: 2015071893/17.

(150081993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

ContourGlobal Latam Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 186.507.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 27 mars 2015

En date du 27 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Pieter-Jan van der Meer, né le 30 décembre 1968 à Rotterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant classe B de la Société avec effet au 27 mars 2015;

- nommer Monsieur Andrej Grossmann, né le 19 décembre à 1975 Berlin, Allemagne, avec adresse professionnelle au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant classe B de la Société avec effet au 27 mars 2015;

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Mr. Joseph C. Brandt, gérant de classe A

Mr. Ernesto Gonzalez, gérant classe A

Mr. Andrej Grossmann, gérant de classe B

Mr. Philippe van den Avenne, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2015.

ContourGlobal Latam Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2015072208/24.

(150082298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Agence D.L.H. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.167.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2014

1. L'Assemblée révoque Monsieur Roland Kohn comme Commissaire et nomme comme Commissaire (jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2017):

- Fiduciaire Roland Kohn S.à r.l., avec siège au 259, route d'Esch L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Référence de publication: 2015072133/13.

(150082995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

BestLife III International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 127.658.

—
En date du 30 décembre 2014, l'associé unique Alain Weber, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 250 parts sociales à Marco Brehm, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Marco Brehm, précité, avec 250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2015.

Référence de publication: 2015072160/14.

(150083067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Chopin Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.919.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des associés de la Société en date du 4 mai 2015 que:

- Monsieur Manuel Mouget, né le 6 janvier 1977 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet le 28 avril 2015.

- Madame Stella Le Cras, née le 23 juillet 1965 à St Saviour (Jersey), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), a été nommée gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

Madame Emanuela Brero,

Madame Stella Le Cras,

Monsieur Stefan Oostvogels,

Monsieur Giorgio De Palma et,

Monsieur Alex Fotakidis

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 12 mai 2015.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2015072200/27.

(150082280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Aere Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 163.727.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique prises en date du 12 mai 2015:

1. que la démission de Mme. Virginia Strelen en tant qu'Administratrice est acceptée avec effet immédiat;
2. que M. Eric-Jan van de Laar avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau Administrateur avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015072132/14.

(150082483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

BBVA Durbana International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 27.711.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 15 avril 2015:

L'Assemblée décide de:

- renouveler, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016, le mandat des administrateurs suivants:

- * Madame Esther Perez Villalon, Administrateur,
- * Monsieur José Luis Rodríguez Álvarez, Administrateur,
- * Monsieur Edward de Burlet, Administrateur.

- renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, Société coopérative, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société ayant son siège social au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015072173/18.

(150082720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Bank of America Global Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 171.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 170.283.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 9 mars 2015

- d'accepter la démission de Monsieur Faruk Durusu né 20 juin 1978 Yildizeli, Turquie, avec adresse professionnelle au 102 rue des Maraichers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société avec effet à 9 mars 2015;

- nommer Monsieur Guy Knepper, né 4 avril 1968 au Luxembourg a, avec adresse professionnelle au 33 rue du Puits Romain, L-8070, Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société avec effet au 9 mars 2015;

- Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Mr. Brian Morris, Gérant A
- Mr. Guy Knepper, Gérant B
- Ms. Joanne Goodsell, Gérant B
- Ms. Angela C. Jones, Gérant A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2015.

Bank of America Global Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015072156/22.

(150082629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Controlinveste International Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 149.973.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société prises à Luxembourg en date du 22 avril 2015

L'actionnaire unique de la Société décide de renouveler les mandats des membres du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle devant statuer sur l'approbation des comptes annuels pour l'exercice social clos le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015072211/12.

(150082450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

BPT Hansa Lux SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 122.072.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, tenue à Luxembourg le 6 mai 2015

L'Assemblée Générale décide de réélire Lars Ohnemus, Alain Heinz et Rüdiger Kimpel en tant qu'administrateurs pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

L'Assemblée Générale décide de réélire le Réviseur d'Entreprises, Ernst & Young SA, pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Pour la société BPT HANSA LUX SICAV-SIF

Référence de publication: 2015072186/15.

(150082221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Chopin International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.457.493,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 195.000.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des associés de la Société en date du 30 avril 2015 que:

- Monsieur Manuel Mouget, né le 6 janvier 1977 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet le 28 avril 2015.

- Madame Stella Le Cras, née le 23 juillet 1965 à St Saviour (Jersey), demeurant professionnellement au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), a été nommée gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

Madame Emanuela Brero,

Madame Stella Le Cras,

Monsieur Stefan Oostvogels,

Monsieur Giorgio De Palma et,

Monsieur Alex Fotakidis

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 12 mai 2015.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2015072201/27.

(150082279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Beautylux, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 117.778.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire le 26 janvier 2015 au siège social

Résolution:

Le mandat de Monsieur Jan Vandendriessche venant à échéance à la date de ce jour, l'assemblée décide de renouveler ce mandat et de renommer Monsieur Jan Vandendriessche comme administrateur de catégorie A pour un nouveau mandat prenant effet immédiatement et se terminant lors l'assemblée des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme

BEAUTYLUX S.A.

Jan Vandendriessche / Veerle Hoebrechts

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2015072174/17.

(150083086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

CBPS Loan Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 180.599.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 13 mai 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre).

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Olufunke Audu, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 5 mai 2015;

- de nommer la personne suivante avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Keith Greally, né le 5 février 1977 à Galway, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015072227/18.

(150082892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Battersea Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.567.

Avec effet au 20 janvier 2015, il est porté à l'attention des tiers les changements suivants:

- Révocation de Johannes Josephine Franciscus WELMAN, du poste de représentant permanent de l'Administrateur B; Manacor (Luxembourg) S.A,

- Nomination de Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, et ayant pour adresse professionnelle le 46A Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Luxembourg, au poste de représentant permanent de l'Administrateur B, Manacor (Luxembourg) S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BATTERSEA HOLDING S.A

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Administrateur B

Référence de publication: 2015072170/19.

(150082388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Cuisine Technology, Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 142.543.

En date du 07 mai 2015, les Associés de la Société ont pris la décision suivante:

- Réélection de PriceWaterHouseCoopers SARL, au poste de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 juillet 2015, et qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cuisine Technology
Johannes Laurens de Zwart
Administrateur

Référence de publication: 2015072216/14.

(150082207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Capsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 152.247.

Par la présente, je soussigné Pascal Roumiguié démissionne avec effet immédiat de mon mandat d'administrateur de la société:

CAPSAS.A.

Société Anonyme

1, rue Nicolas Simmer

L-2538 Luxembourg

RCS Luxembourg B 152.247

Fait à Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Pascal ROUMIGUIE.

Référence de publication: 2015072220/15.

(150082418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

DBV-Win Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 119.446.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 avril 2015 a renouvelé les mandats de Messieurs Christian Marx, Marcus Thiel, Oliver Schütz et Mirko Dietz en tant que membres du conseil d'administration pour une nouvelle période jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016:

- Christian Marx, Membre du Conseil d'Administration

Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln

- Marcus Thiel, Membre du Conseil d'Administration

Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln

- Oliver Schütz, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Mirko Dietz, Membre du Conseil d'Administration

Maison 25

L-6225 Hersberg

Ernst & Young a été réélu comme réviseur d'entreprises agréé et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2015072298/25.

(150082810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Pradera Central Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 118.100,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 111.721.

Il résulte de la décision prise par l'assemblée générale ordinaire le 8 avril 2015

- Acceptation de la démission de monsieur James Bury de son mandat en tant que gérant de la Société avec effet au 8 avril 2015.

- Nomination de monsieur Colin Campbell, de nationalité anglaise, né à Londres le 12 février 1956, avec pour adresse le 2-3, Eldon Street, Bâtiment Eldon House, EC2M 7LS Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet au 8 avril 2015, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Pour La Société

Référence de publication: 2015071872/17.

(150081488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Matterhorn Capital DC Bury Green S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.494.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 13 mars 2015

Veillez noter que suite aux résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 13 mars 2015, le changement suivant est eu lieu:

- Acceptation de la démission de Monsieur Keith Greally avec effet au 13 mars 2015.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- M. Russell Perchard, (gérant);

- M. Costas Constantinides, (gérant);

- M. Matthijs Bogers, (gérant).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015071780/18.

(150081939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Wert RSR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 175.410.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 13 mai 2015

En date du 13 mai 2015, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer Monsieur Jean Roger Lemaire, demeurant au 12A, rue Randlingen, L-8366 Hagen, Luxembourg, gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Au 13 mai 2015, le conseil de gérance se compose donc comme suit:

- Monsieur Jean Roger Lemaire; et

- Monsieur Jakub Jasica

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wert RSR S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015072890/19.

(150082416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

**Guardian International Transactions S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Guardian SP5 S.à r.l.).**

Capital social: GBP 25.000,00.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 183.522.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty seventh day of April.

Before Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, undersigned.

There appeared

“Guardian Europe S.à r.l.”, a Luxembourg “société à responsabilité limitée”, having its registered office at Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 23.829 (hereafter the “Sole Shareholder”),

hereby represented by Ms. Ana MARTINEZ DE LECEA NOAIN, private employee, residing professionally in Dudelange, by virtue of a proxy given under private seal dated 13 April 2015.

The above-mentioned proxy, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is the sole member of “Guardian SP5 S.à r.l.”, a Luxembourg “société à responsabilité limitée”, having its registered office at Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 183.522 (the “Company”), incorporated by a deed enacted by Me Emile Schlessler on 11 December 2013, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number 683 dated 15 March 2014, the articles of incorporation of which have never been amended.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital then deliberates upon the following agenda:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Approval of the conversion of the currency of the share capital of the Company from EUR into GBP;
3. Conversion of all the 500 (five hundred) outstanding shares of the Company into 8,948 (eight thousand nine hundred forty-eight) new shares with a nominal value of GBP 1.- (one Great British Pound) the share capital remaining unchanged;
4. Increase of the share capital of the Company by an amount of GBP 16,052.- (sixteen thousand fifty two Great British Pounds), so as to raise it from its new amount of GBP 8,948.- (eight thousand nine hundred forty-eight Great British Pounds) to GBP 25,000.- (twenty five thousand Great British Pounds) by the issuance of 16,052 (sixteen thousand fifty-two) new shares with a nominal value of GBP 1 (one Great British Pound) each, to be fully paid up through a contribution in cash;
5. Subscription and payment by Guardian Europe S.à r.l. of the new shares by way of a contribution in cash;
6. Conversion of all the 25,000 (twenty-five thousand) outstanding shares of the Company into 1,000 (one thousand) new shares with a nominal value of GBP 25.- (twenty-five Great British Pounds) each, the share capital remaining unchanged;
7. New composition of the shareholding of the Company;
8. Approval of the subsequent amendment of article 6, paragraph 1 of the Company’s articles of association in order to reflect the new share capital pursuant to the above resolutions;
9. Change of name of the Company;
10. Approval of the subsequent amendment of Article 4 of the articles of association of the Company in order to reflect such amendment; and,
11. Miscellaneous.

The appearing party, represented as stated above, requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to change the currency in which the Company’s share capital is expressed and to convert, with immediate effect, the currency of the share capital of the Company using the EUR/GBP exchange rate of EUR 1.-= GBP 0,71590 applicable on Friday 24, April 2015 as provided by Guardian’s treasury department in accordance with ECB.

As a result, the share capital of the Company amounts to GBP 8,948.- (eight thousand nine hundred and forty-eight Great British Pounds) represented by 500 (five hundred) shares with no nominal value, and GBP 0.75 (seventy five pence) are allocated to the reserve of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to convert all the 500 (five hundred) outstanding shares of the Company into 8,948.- (eight thousand nine hundred and forty-eight) new shares with a nominal value of GBP 1 (one Great British Pound) each, the subscribed capital of GBP 8,948.- (eight thousand nine hundred and forty-eight Great British Pounds) remaining unchanged.

As a result, the share capital of the Company amounts to GBP 8,948.- (eight thousand nine hundred and forty-eight Great British Pounds) and is now represented by 8,948.- (eight thousand nine hundred and forty-eight) shares having a nominal value of GBP 1 (one Great British Pound) each.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of GBP 16,052.- (sixteen thousand fifty two Great British Pounds), so as to raise it from its new amount of GBP 8,948.- (eight thousand nine hundred forty-eight Great British Pounds) to GBP 25,000.- (twenty five thousand Great British Pounds) by the issuance of 16,052 (sixteen thousand fifty-two) new shares with a nominal value of GBP 1 (one Great British Pound) each, to be fully paid up through a contribution in cash

Subscription and payment

The 16,052 (sixteen thousand fifty-two) new shares are subscribed by the Sole Shareholder, prenamed, represented as stated above, at a total price of GBP 16,052.- (sixteen thousand fifty two Great British Pounds).

The subscribed shares are fully paid up in cash by the Sole Shareholder, so that the total amount of GBP 16,052.- (sixteen thousand fifty two Great British Pounds) is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to convert all the 25,000 (twenty-five thousand) outstanding shares of the Company into 1,000 (one thousand) new shares with a nominal value of GBP 25 (twenty-five Great British Pound) each, the subscribed capital of GBP 25,000 (twenty-five thousand Great British Pounds) remaining unchanged.

Sixth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, all the 1,000 (one thousand) shares of the Company, are held by Guardian Europe S.à r.l.

Seventh resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions the Sole Shareholder decides to amend article 6, paragraph 1 of the Company's articles of association to read as follows (article 6, paragraph 2 remaining unchanged):

“ **Art. 6. First paragraph.** The Company's share capital is set at twenty-five thousand Great British Pounds (GBP 25,000.-), represented by one thousand (1,000) shares with a nominal value of twenty-five Great British Pounds (GBP 25.-) each.”

Eighth resolution

The Sole Shareholder decides that the Company's name be effectively and immediately changed to “Guardian International Transactions S.à r.l.” and to amend accordingly the article 4 of the Company's articles to read as follows:

“ **Art. 2.** The Company will assume the name of Guardian International Transactions S.à r.l.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 1,300.- (one thousand three hundred Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notary deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing person signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-sept avril.

Par devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg

A comparu

«Guardian Europe S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 23.829 (ci-après l'«Associé Unique»),

dûment représentée par Madame Ana MARTINEZ DE LECEA NOAIN, employée privée, résidant professionnellement à Dudelange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 13 avril 2015.

La procuration susmentionnée, après avoir été signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de «Guardian SP5 S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.522 (la «Société»), constituée suivant acte notarié de Maître Emile Schlessler, le 11 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 683 du 15 mars 2014, dont les statuts n'ont jamais été modifiés (ci-après la «Société»).

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, délibère selon l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la conversion de la devise du capital social de la Société d'EUR en GBP;
3. Conversion de toutes les 500 (cinq cents) parts sociales libérées de la société en 8.948 (huit mille neuf cent quarante-huit) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune, le capital social demeurant inchangé;
4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de GBP 16.052,- (seize mille cinquante-deux Livres Sterling), afin de le porter de son nouveau montant de GBP 8.948,- (huit mille neuf cent quarante-huit Livres Sterling) à GBP 25.000,- (vingt-cinq mille Livres Sterling) par l'émission de 16.052 (seize mille cinquante-deux) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling), par apport en numéraire.
5. Souscription et paiement par Guardian Europe S.à r.l. des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en numéraire;
6. Conversion de toutes les 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales de la Société en 1.000 (mille) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de GBP 25,- (vingt-cinq Livres Sterling) chacune, le capital social demeurant inchangé;
7. Nouvelle composition du capital social de la Société;
8. Approbation de la modification subséquente de l'article 6, paragraphe 1 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société suite aux résolutions ci-dessus;
9. Changement du nom de la Société;
10. Approbation de la modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter une telle modification; et
11. Divers.

L'Associée Unique, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et accepte en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de changer la devise dans laquelle le capital social de la Société est exprimé et de convertir, avec effet immédiat, la devise du capital social de la Société en utilisant le taux de change EUR/GBP de EUR 1 =GBP 0,71590 applicable le 24 avril 2015, tel que fourni par le service financier de Guardian en accord avec les taux de la BCE.

En conséquence, le capital social de la Société s'élève à un montant de GBP 8.948,- (huit mille neuf cent quarante-huit Livres Sterling) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale, et GBP 0,75 (soixante-quinze pence) sont alloués à la réserve.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de convertir toutes les 500 (cinq cents) parts sociales de la Société en 8.948 (huit mille neuf cent quarante-huit) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune, le capital social souscrit de GBP 8.948,- (huit mille neuf cent quarante-huit Livres Sterling) demeurant inchangé.

En conséquence, le capital social de la Société s'élevant à GBP 8.948,- (huit mille neuf cent quarante-huit Livres Sterling) est dorénavant représenté par 8.948 (huit mille neuf cent quarante-huit) parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de GBP 16.052,- (seize mille cinquante-deux Livres Sterling) afin de le porter de son montant actuel de GBP 8.948,- (huit mille neuf cent quarante-huit Livres Sterling) à GBP 25.000,- (vingt-cinq mille Livres Sterling) par l'émission de 16.052 (seize mille cinquante-deux) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune entièrement libérées par des versements en numéraire.

Souscription et libération

Les 16.052 (seize mille cinquante-deux) parts sociales nouvelles sont souscrites par l'Associé Unique, prénommé, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total de GBP 16.052,- (seize mille cinquante-deux Livres Sterling).

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en numéraire par l'Associé Unique, de sorte que le montant total de GBP 16.052,- (seize mille cinquante-deux Livres Sterling) est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire soussigné.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de convertir toutes les 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales de la Société en 1.000 (mille) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de GBP 25,- (vingt-cinq Livres Sterling) chacune, le capital social souscrit de GBP 25.000,- (vingt-cinq mille Livres Sterling) demeurant inchangé.

Sixième résolution

L'Associé Unique déclare en suite des résolutions qui précèdent que l'intégralité des 1.000 (mille) parts sociales de la Société est détenue par Guardian Europe S.à r.l..

Septième résolution

En conséquence l'Associé Unique décide de modifier l'article 6, paragraphe 1 des statuts de la Société afin d'être lu comme suit (l'article 6 paragraphe 2 restant inchangé):

« **Art. 6. paragraphe 1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 25.000,-), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Livres Sterling (GBP 25,-) chacune».

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat la dénomination de la Société en «Guardian International Transactions S.à r.l.», et de modifier l'article 4 des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société prend la dénomination de Guardian International Transactions S.à r.l.»

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec l'augmentation de son capital social, ont été estimés à EUR 1.300,- (mille trois cents Euro).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte

Signé: A.MARTINEZ DE LECEA NOAIN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 29 avril 2015. 1LAC/2015/13324. Reçu soixante-quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): P.MOLLING

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 11 mai 2015.

Référence de publication: 2015070875/208.

(150081024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Auto-Teile-Unger Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.677.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 13 mai 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre).

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Olufunke Audu, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 5 mai 2015;

- de nommer les personnes suivantes avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Kevin Fusco, né le 18 octobre 1977 à New York, USA, ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, NY-10152 New York (USA), en qualité de Gérant de catégorie A de la société

* Keith Greally, né le 5 février 1977 à Galway, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015072122/20.

(150082887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Gentoo Corporate Services, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. SHRM Corporate Services S.à r.l.).

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 78.100.

—
L'an deux mille quinze, le trente avril.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Nicolaas Johannes Alexander van Zeeland, employé privé, né le 16 octobre 1970 à S-Gravenhagen (Pays-Bas), demeurant à 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange,

ici représenté par Monsieur Frank Trinteler, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration établie le 29 avril 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Qu'il est le seul associé actuel de la société à responsabilité limitée SHRM CORPORATE SERVICES S.à r.l., constituée suivant acte notarié en date du 6 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 209 du 20 mars 2001; et dont les statuts furent modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 23 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2626 du 28 octobre 2011.

Après avoir exposé ce qui précède, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'associé unique décide de changer le nom de la société en Gentoo Corporate Services, S.à r.l., et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts comme suit:

Dans sa version anglaise:

« **Art. 4.** The company exists under the name Gentoo Corporate Services, S.à r.l., a company with limited liability.»

Dans sa version française:

« **Art. 4.** Il existe une société sous la dénomination de Gentoo Corporate Services, S.à r.l., société à responsabilité limitée.»

Deuxième Résolution

L'associé unique décide de faire une refonte totale des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

Dans leur version anglaise:

“ **Art. 1.** There exists a company with limited liability (société à responsabilité limitée) which is governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2. The purposes of the company are the advice and assistance to firms and private persons in the fields of administration, domiciliation, finance, commerce and real estate.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period to run from this day.

Art. 4. The company exists under the name "Gentoo Corporate Services, S.à r.l.", a company with limited liability.

Art. 5. The registered office of the corporation is established in Schuttrange.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

Art. 6. The company's corporate capital is fixed at TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (12.400.- EUR) represented by one hundred (100) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY-FOUR EURO (124.-EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law covering companies.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The company's shares are freely transferable between shareholders. They may only be disposed of to new shareholders following the passing of a resolution of the shareholders in general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders will not bring the company to an end.

Art. 11. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers who need not to be shareholders. In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

The manager(s) or the board of managers, as the case may be, will be elected by the shareholder(s) who will determine their number and the term of their office. They will hold their office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers or category B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting of the board of managers and the managers shall be duly identified with respect to the category they belong.

Art. 13. The manager(s) or the board of managers, as the case may be, is (are) vested with the broadest powers to perform or approve all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the manager(s) or the board of managers, as the case may be.

Art. 14. The manager(s) or the board of managers, as the case may be, may sub-delegate special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

Art. 15. The board of managers (if any) may elect a chairman among its members. The board of managers may also elect a secretary, who need not be a manager or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of managers.

The meetings of the board of managers are convened by the chairman or by any two (2) managers. A written notice shall be sent to all managers by any means of communication allowing for the transmission of a written text at least twenty four (24) hours prior to the date of the meeting of the board of managers, unless a shorter notice period has been agreed upon by all the managers. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. If all the managers are present or represented at the meeting, they may waive all convening requirements and formalities.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy. Any manager may represent one or several managers of any category.

The meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the board of managers may from time to time determine.

Any manager may participate in a meeting by means of telephone or video conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

A quorum of the board of managers shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office including, in case of different categories of managers, at least one (1) category A manager and one (1) category B manager.

Art. 16. The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any two (2) managers or by the chairman and the secretary (if any). Copies or extracts of the minutes can also be delivered to third parties dealing with the Company and certified either by any two (2) managers or by the chairman and the secretary (if any). These minutes, copies and extracts and all factual declarations contained therein shall be conclusive evidence towards the Company and any interested person that the resolutions have been duly taken at a meeting of the board of managers validly held.

The resolutions adopted by the single manager shall be documented in writing and signed by the single manager.

Resolutions in writing may be taken by the members of the board of managers, provided that those resolutions are signed by all the managers, in which case they shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers and the date of such resolutions shall be the one referred to in the resolutions or the one opposite the last signature, as the case may be. The resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by the managers.

Art. 17. In dealing with third parties, the Company shall be bound by the single signature of any manager.

However, if the shareholder(s) have qualified the managers as category A managers or as category B managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) category A manager and one (1) category B manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such power.

Art. 18. The manager(s) or the board of managers, as the case may be, assumes, by reason of his/her/its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/her/it in the name of the Company. Any such manager (s) or the board of managers, as the case may be, is only liable for the performance of its duties.

The Company shall indemnify any manager, officer or employee of the Company and, if applicable, his/her/its successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him/her/it in connection with any action, suit or proceeding to which he/she/it may be made a party by reason of him/her/it being or having been manager, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she/it is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she/it shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles may be entitled.

Art. 19. If any of the managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall disclose such personal interest to the other manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole manager, it suffices that the transactions between the Company and its manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the manager(s) or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 20. Subject to approval by the shareholder(s), the manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of his/their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the manager(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 21. Even after cessation of their mandate or function, any manager, as well as any person who is invited to attend a meeting of the board of managers, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required by a legal or regulatory provision applicable to sociétés à responsabilité limitée.

Art. 22. Except where according to the Law, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one (1) or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Law, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Art. 23. Each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Each shareholder may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 24. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of shareholders owning three quarters of the company's share capital.

Art. 25. The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 26. Each year on December 31st, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Art. 27. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

Art. 28. The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital.

The balance may be used freely by the shareholders.

Notwithstanding the foregoing, the manager(s) or the board of managers, as the case may be, may in particular decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager(s) showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

Art. 29. At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who will fix their powers and remuneration.

Art. 30. The shareholders will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles."

Dans leur version française:

« **Art. 1^{er}.** Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le conseil et l'assistance aux sociétés et personnes physiques dans les domaines de l'administration, domiciliation, finance, commerce et immobilier.

La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Art. 4. Il existe une société sous la dénomination de Gentoo Corporate Services, S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège de la société est établi à Schuttrange.

Il peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EURO (12.400.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EURO (124.-EUR) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues à l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être des associés. Si plus d'un gérant est nommé, ils constituent un conseil de gérance.

Le ou les gérants ou, selon le cas, le conseil de gérance seront nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif.

Le ou les associés pourront décider de qualifier les gérants comme gérants de catégorie A ou gérants de catégorie B. Une telle classification des gérants sera dûment inscrite dans les minutes de la réunion pertinente du conseil de gérance et l'appartenance des gérants à une catégorie particulière seront dûment constatée.

Art. 13. Le ou les gérants ou, selon le cas, le conseil de gérance ont les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par la Loi aux associés relèvent de la compétence du ou des gérants ou, selon le cas, du conseil de gérance.

Art. 14. Le ou les gérants ou, selon le cas, le conseil de gérance peuvent subdéléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de leur choix.

Art. 15. Le conseil de gérance (s'il y en a) peut élire un président parmi ses membres. Le conseil de gérance peut également élire un secrétaire, qui n'a besoin d'être ni gérant ni associé de la Société et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou par deux (2) gérants. Une convocation écrite est envoyée à tous les gérants par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de la réunion du conseil de gérance, à moins qu'un délai de convocation plus court n'ait été décidé par tous les gérants. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires à traiter. Si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion, ils peuvent par ailleurs également renoncer aux conditions et formalités de convocation.

Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions du conseil de gérance se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le conseil de gérance.

Chaque gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant pourra représenter un ou plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil de gérance pourra déterminer de temps à autre.

Chaque gérant peut participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'un avec l'autre. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Une réunion tenue par ces moyens est réputée être tenue au siège social de la Société.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée, y compris, en cas de différentes catégories de gérants, au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

Art. 16. Les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par deux (2) gérants ou par le président et le secrétaire (s'il y en a). Des copies ou extraits des procès-verbaux peuvent également être délivrés à des tiers en relation d'affaires avec la Société et certifiés soit par deux (2) gérants soit par le président et le secrétaire (s'il y en a). Ces procès-verbaux, copies et extraits ainsi que toutes les déclarations factuelles qu'ils contiennent sont réputées prouver, à l'égard de la Société et de tout tiers intéressé, que les résolutions ont été dûment prises à une réunion du conseil de gérance valablement tenue.

Les résolutions adoptées par le gérant unique sont consignées par écrit et signées par gérant unique.

Une résolution écrite, approuvée et signée par tous les membres du conseil de gérance, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil de gérance. La date de cette résolution est celle figurant sur l'écrit en question ou, selon le cas, celle figurant en face de la dernière signature sur ledit écrit. Une telle décision peut être consignée dans un (1) ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu signés chacun par un (1) ou plusieurs gérants.

Art. 17. A l'égard des tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de l'un des gérants.

Toutefois, si le ou les associés ont qualifié les gérants de gérants de catégorie A ou gérants de catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 18. Le ou les gérants ou, selon le cas, le conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Chaque gérant ou membre du conseil de gérance est uniquement responsable de ses devoirs à l'égard de la Société.

La Société indemniserà tout gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, ses successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérant, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 19. Au cas où un des gérants aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il devra en aviser les autres gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction.

Dans l'hypothèse d'un gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales de marché et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou un fondé de pouvoirs de la Société ait un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en est gérant, associé, membre, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relation d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Art. 20. Sous réserve de l'approbation de l'associé unique ou des associés, le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 21. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout gérant, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du conseil de gérance, ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés à responsabilité limitée.

Art. 22. Sauf lorsque, conformément à la Loi, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un (1) ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Les commissaires ou réviseurs d'entreprises agréés seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par disposition de la Loi, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Art. 23. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 24. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 25. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 26. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 27. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 28. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, le ou les gérants ou, selon le cas, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le ou les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale.

Art. 29. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 30. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Plus rien n'étant prévu à l'ordre du jour, la séance est clôturée. Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter une partie du présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte

Signé: N. J. A. van Zeeland, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/13750. Reçu soixante-quinze euros 75,- EUR.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2015.

Référence de publication: 2015071235/326.

(150080517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

SGG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 65.906.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale statutaire tenue en date du 22 avril 2015

Le mandat de réviseur de KPMG AUDIT, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B- 103590, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, a été reconduit pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'à la fin de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2016.

Fait à Luxembourg, le 23 avril 2015.

Certifié sincère et exact

SGG S.A.

Référence de publication: 2015071959/14.

(150081804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

I-Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.166.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 13 mai 2015

1. Mme Urszula PRZYBYSLAWSKA a démissionné de son mandat de gérante A.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A, pour une durée indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour I-Wohnen S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015072465/16.

(150082717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

**NN (L) International, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. ING International).**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 47.586.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-seventh day of May.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed,

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of ING International, a société d'investissement à capital variable governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a notarial deed on 18 May 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 231 and registered at the Luxembourg Trade and Companies' Registry under number B 47.586 (the "Company"), and whose articles of incorporation have been amended pursuant to a deed of Me Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, on November 6th, 2006, published in the Mémorial C number 2227 on November 28th, 2006.

The meeting is presided by Mrs Olga SADABA HERRERO, with professional address in Luxembourg, who appointed as secretary Mr Federico D'ASCANIO, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Laure GERARD, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following statements and declarations:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

1. As from 1 June 2015 (hereinafter the "Effective Date"), change of the name of the Company from "ING International" to "NN (L) International" in order to align with the rebranding of the other ING Investment Management investment entities.

2. As from the Effective Date, subsequent amendment to Article 1 - "Name and Form" of the articles of association of the Company (hereinafter the "Articles") so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall therefore read as follows:

"There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of NN (L) International (hereinafter the "Company"). The Company shall be governed by the Law of seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association."

3. As from the Effective Date, amendment to Article 3 - "Purpose", Article 5 - "Share capital", Article 20 - "Powers of the Board of Directors", Article 26 - "termination or amalgamation of sub-funds or share classes" and Article 32 - "Applicable law", with the updated references to the Luxembourg law of 17 December 2010.

4. As from the Effective Date, subsequent amendment to Article 5 - "Share Capital" of the Articles, so as to update it with the provisions of Luxembourg laws of 10 December 2010 regarding the cross-investments between sub-funds of the same Company.

5. As from the Effective Date, amendment to article 8 - "Form of Shares" of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilization of shares and units in bearer form (the "Law"). Consequently, Article 8 shall read as follows:

"Art. 8. Form of shares. The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares, to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depositary in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company.

Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depositary may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.”

6. As from the Effective Date, amendment to Article 9 - “Classes of Shares” of the Articles so as to replace the third paragraph by the following:

“Within each class, there may be:

- one or more capitalization share-types; and
- one or more distribution share-types.”

7. As from the Effective Date, amendment to Article 11 - “Redemption” of the Articles so as to re-arrange the allocation of costs in case of redemptions in kind. Consequently, the last sentence of the Article 11 will be replaced as follows:

“Any costs resulting from such redemption in kind are supported by the redeeming shareholders.”

8. As from the Effective Date, amendment to Article 12 - “Conversion” so as to rephrase the wording on the suspension of orders.

9. As from the Effective Date, amendment to Article 13 - “Limitations on the Ownership of Shares” of the Articles so as to replace the third indent of the procedure as follows:

“b) 3. payment of the redemption price will be made to the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender, where applicable, of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice together with the unmatured coupons. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender, where applicable, of the share certificate(s) and the unmatured coupons if issued, as aforesaid.”;

c) “refuse, during any Shareholders' Meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.

In particular, the Shares of the Company may not be offered or sold within the United States or to or for the account of any US Person as defined in Rule 902 of Regulation S under the Securities Act.

Applicants may be required to declare that they are not US Persons and that they are neither acquiring Shares on behalf of US Persons nor acquiring Shares with the intent to sell to US Persons.

The Shares of the Company may, however, be offered to investors that qualify as US Persons as defined under the Foreign Account Tax Compliance Act (“FATCA”), under the condition that such investors do not qualify as US Persons according to Rule 902 of Regulation S under the Securities Act”.

10. As from the Effective Date, amendment to Article 16 - “Suspension of calculation of the net asset value” of the Articles so as to update the wording and to include new indents 8 and 9 as additional cases for suspension of the calculation, as follows:

“8. In case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or another UCITS (or a Sub-Fund thereof), provided such suspension is in the interest of the shareholders;

9. In case if a feeder Sub-Fund of the Company, if the net asset calculation of the master Sub-Fund or the master UCITS is suspended.”

11. As from the Effective Date, amendment to Article 20 - “Powers of the Board of Directors” of the Articles so as to update the wording and to include new indents 10 and 11 as additional investment possibilities and in accordance with the provisions of UCITS IV Directive:

“10. A Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten, invest in the shares issued by one or several Sub-Funds of the Company.

11. A Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS.”

12. As from the Effective Date, amendment of last paragraph of Article 23 - “Conflicts of interest” of the Articles so as to align it with the conflicts of interests policy applicable to the Company and the last indent shall be read as follows:

“If any director, executive or authorised representative has a personal interest in some part of the Company’s business, or is in a situation which leads or may lead to a conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of the Company and/or its clients, he shall inform the board of directors thereof. He shall not deliberate or take part in voting on this matter. The matter shall be reported to the next shareholders meeting.”

13. As from the Effective Date, removal of Article 24 - “Indemnification” from the Articles.

14. As from the Effective Date, subsequent renumbering of Articles 25 to 33 of the Articles and update of the relevant cross-references in the Articles.

15. As from the Effective Date, amendment of (newly numbered) Article 24 - “General Meeting of the Company” and Article 26 - “Termination and amalgamation of sub-funds or classes of shares” so as to rephrase the Articles.

16. As from the Effective Date, amendment to the former Article 29 - “Distributions” (to be renumbered 28) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:

“Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilized bearer shares shall be made to the bearer shares depository for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company.”

(ii) Convening notices setting forth the agenda of the meeting were circulated and published as follows:

a) On 22 April 2015 the convening notice was sent via registered mail to all shareholders listed in the shareholder register of the Company. In addition, publication in “Luxemburger Wort”, in “Mémorial C” and in “Echo” and “De Tijd” took place on that date;

b) On 8 May 2015, publication of the convening notice took place in “Luxemburger Wort”, in “Mémorial C” and in “Echo” and “De Tijd”;

in accordance with the articles of association and the prospectus of the Company and the Luxembourg law on commercial companies dated 10th August 1915, as amended (the “1915 Law”).

The relevant excerpts are at the disposal of the meeting.

(iii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes and duly signed by the attending shareholders or their representatives respectively.

The proxies of the represented shareholders are initialled by the members of the bureau of the meeting. The attendance list as well as the proxies of the represented shareholders signed “ne varietur” will remain annexed to this deed and will be registered with the deed.

(iv) It appears from the attendance list that out of the 1,728,502.12 issued shares as at May 25th, 2015, representing the whole share capital of the Company, 2 shares are present or validly represented at the present extraordinary general meeting by proxy.

On the 17th day of April 2015, a first extraordinary general meeting of shareholders was convened to vote on the above mentioned agenda. However, such first extraordinary general meeting did not reach the necessary quorum requirements under Luxembourg law, which is why today’s extraordinary general meeting, which is not subject to any quorum requirements, was convened to resolve on the above mentioned agenda.

(v) This meeting is therefore validly constituted and may validly deliberate and resolve on the points of the agenda.

After deliberation, the meeting took the following resolutions as provided below:

First resolution

1. As from 1 June 2015 (hereinafter the “Effective Date”), change of the name of the Company from “ING International” to “NN (L) International” in order to align with the rebranding of the other ING Investment Management investment entities.

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Second resolution

2. As from the Effective Date, subsequent amendment to article 1 - “Name and Form” of the articles of association of the Company (hereinafter the “Articles”) so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall therefore read as follows:

“There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of NN (L) International (hereinafter the “Company”). The Company shall be governed by the Law of seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Third resolution

3. As from the Effective Date, amendment to Article 3 - “Purpose”, Article 5 - “Share capital”, Article 20 - “Powers of the Board of Directors”, Article 26 - “termination or amalgamation of sub-funds or share classes” and Article 31 - “Applicable law”, with the updated references to the Luxembourg law of 17 December 2010.

Article 3 shall therefore read as follows:

“**Art. 3. Purpose.** The Company's sole purpose shall be the investment of its assets in transferable securities and/or other liquid financial assets listed in Article 41 (1) of the Law of 17 December 2010, with a view to enabling its shareholders to benefit from the results of its management. The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object to the largest extent permitted under the law of the seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, as such law may be amended from time to time.”

Article 5 - “Share capital”, Article 5 shall therefore read as follows:

“**Art. 5. Share capital.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds. The minimum capital of the Company can not be lower than the level provided for in the law of the seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investment.

In case where one or several Sub-Funds of the Company hold shares that have been issued by one or several other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned capital.

Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Euro (EUR).”

Article 20 - “Powers of the Board of Directors”, Article 20 shall therefore read as follows:

“**Art. 20. Powers of the board of directors.** The board of directors, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

a) The board of directors may decide that investments be made in:

1° Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC on the Market in Financial Instruments;

2° Transferable securities and money market instruments which are dealt in on another market of a member state of the European Union (a “Member State”) and that is regulated, operating regularly, recognised and open to the public;

3° Transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non member State of the European Union or dealt in on another market of a non member state of the European Union and that is regulated, operating regularly, recognised and open to the public, being specified that the eligible stock exchange and markets shall be situated in the States which are the member states of the Organization for the Economic Cooperation and Development (“OECD”) or in all other countries of Europe, North America, South America, Africa, Asia and Oceania;

4° Newly issued transferable securities and money market instruments, provided that:

- the issue conditions include an undertaking that an application will be made for official listing on a stock exchange or other regulated market that is recognised, is operating regularly and is open to the public and situated in the States which are the member states of the Organization for the Economic Cooperation and Development (“OECD”) or in all other countries of Europe, North America, South America, Africa, Asia and Oceania;

- such admission is achieved at the latest within a year of issue;

5° Transferable securities of the Type 144A, as described in the US Code of Federal Regulations, Title 177, § 230, 144A, under the condition that:

- the securities include an exchange promise that is registered under the Securities Act of 1933 that foresees in a right to exchange the 144A's with similar registered transferable securities that are negotiable on the American OTC fixed income - market;

- in case the exchange promise has not been asserted within one year after the acquisition of the securities, the securities will be subject to the limit described in point b) (1) hereunder;

6° Units of UCITS authorised according to the Directive 2009/65/EC and/or other collective investment undertakings within the meaning of Article 1(2), lit. a) and b) of the Directive should they be situated in a Member State or not, provided that:

- such other collective investment undertakings are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to that laid down in European Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
- the level of protection for unit-holders in the other collective investment undertakings is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and short sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of the Directive 2009/65/EC;
- the business of the other collective investment undertakings is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
- no more than 10% of the UCITS' or the other collective investment undertakings' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their fund rules or instruments of incorporation, be invested in aggregate in units of other UCITS or other collective investment undertakings.

7° Deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a member state of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-member state, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down in European Community law;

8° Financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs 1°, 2° and 3° above and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter (“OTC derivatives”), provided that:

- the underlying consists of instruments covered by indent a), of financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;
- the counterparties to OTC derivative transactions are first class financial institutions specialised in these types of transactions provided that they are also subject to prudential supervision;
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative.

9° Money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which are liquid, and have a value which can be accurately determined at any time, provided that the issuer or issuer of such instruments are regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or
- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in paragraph 1°, 2° or 3° above, or
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by European Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority to be at least as stringent as those laid down by European Community law; or
- issued by other bodies belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Council Directive 78/660/EEC of July 25th 1978 as amended, or is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

10° a Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten, invest in the shares issued by one or several Sub-Funds of the Company.

11° a Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS.

b) In addition, the Company:

- (1) shall be entitled to invest up to 10% of the net assets of each Sub-Fund in transferable securities and money market instruments other than those referred to under item a) above;
- (2) may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business;
- (3) may not acquire precious metals or certificates representing precious metals;

c) The Company may invest up to 100% of the net assets of each Sub-Fund in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, by the local authorities of a member state of the European Union, by a state which is a member state of the OECD or by public international bodies in which one or

more member states of the European Union participate, provided that such transferable securities and money market instruments form part of at least six different issues and that the transferable securities and money market instruments forming part of any one issue do not exceed 30% of the net assets of the Sub-Fund concerned;

d) The Company may hold ancillary liquid assets for each Sub-Fund;

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted under part I of the law dated December, 17th 2010 relating to undertakings for collective investment for the purpose of efficient portfolio management.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.”

Article 26 - “termination or amalgamation of sub-funds or share classes”, Article 26 shall therefore read as follows:

“ **Art. 26. Termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes of shares.** If the value of the assets of a Sub-Fund or any Share Class within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors of the Company to be the minimum level needed for such a Sub-Fund or class to operate in an economically efficient manner, or in the event of a substantial change in the political, economic or monetary situation, or in the framework of an economic restructuring, the Board of Directors of the Company may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant class or classes at the Net Asset Value per Share (taking into account the sale prices of investments and expenses relating thereto) calculated on the Valuation Day on which such decision takes effect.

In accordance with the Law, the Company must inform the (registered) Shareholders in writing of the reasons and the redemption procedure before the compulsory redemption enters into force. If decision is made to liquidate a Sub-Fund or a Share-Class, such notice will be published in the Mémorial and, if required, in at least one daily Luxembourgish newspaper (to be specified at that time). Unless decided in the interest of, or in order to ensure equal treatment between Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or the Share-Class concerned may continue to request the redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account the sale prices of investments and expenses relating thereto) prior the effective date of the compulsory redemption. The issue of Shares will be suspended as soon as the decision is taken to liquidate a Sub-Fund or a Share-Class.

Notwithstanding the powers conferred on the Board of Directors of the Company by the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders of the any one Share class or all Share classes issued in any Sub-Fund may, under all circumstances and upon proposal by the Board of Directors of the Company, redeem all the shares of the relevant class or classes issued in this Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account the sale prices of investments and expenses relating thereto) calculated on the Valuation Day on which such decision takes effect. There will be no quorum requirements for such general meetings of Shareholders and resolutions may be passed by a simple majority vote of those present or represented and voting at such meetings.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries due to, inter alia, non-availability of the shareholder at its registered address or incorrect bank details at the time of the redemption will be transferred to the Caisse de Consignation on behalf of the beneficiaries which will hold said sums at their disposal for the period contemplated by the law. After the expiry of this period, the balance will revert to the State of Luxembourg.

Under the same circumstances as specified in the first paragraph and subject to the provisions of the Law of 17 December 2010 as well as applicable Luxembourg regulations, the Board of Directors of the Company may decide to merge the assets of any Sub-Fund (the “merging Sub-Fund”) (1) with another Sub-Fund within the Company or (2) with another undertaking for collective investment governed by the provisions of Council Directive 2009/65/EC, as amended, (the “receiving Sub-Fund”) and to re-designate the Shares of the class or classes concerned as Shares of the receiving Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of any amounts corresponding to fractional shares to Shareholders). The Shareholders of the merging as well as the receiving Sub-Funds will be informed about the decision to merge as specified in the Law of 17 December 2010 and applicable Luxembourg regulations, notably CSSF Regulation 10-5, as amended, at least thirty days before the effective date of the merger, in order to enable shareholders to request redemption or, as the case may be, conversion of Shares of their shares, free of charge, during such period, it being understood that the merger will take effect after five business days after the expiry of such notice received. Shareholders who have not requested the redemption of their Shares will be legally transferred to the new Sub-Fund.

A merger that has, as a result that the Company ceases to exist, needs to be decided at a general meeting of Shareholders. There will be no quorum requirements for such general meetings of Shareholders and resolutions may be passed by a simple majority vote of those present or represented and voting at such meetings.”

and Article 32 - “Applicable law”, Article 32 shall therefore read as follows:

“ **Art. 32. Applicable law.** In respect of all matters not governed by these articles of association, the parties shall refer to the provisions of the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and to the law of December 17th 2010 relating to undertakings for collective investment.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Fourth resolution

5. As from the Effective Date, amendment to article 8 - “Form of Shares” of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilization of shares and units in bearer form (the “Law”). Consequently, Article 8 shall read as follows:

“ **Art. 8. Form of shares.** The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares, to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depositary in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company.

Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depositary may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Fifth resolution

6. As from the Effective Date, amendment to Article 9 - “Classes of Shares” of the Articles so as to replace the third paragraph by the following:

“Within each class, there may be:

- one or more capitalization share-types; and
- one or more distribution share-types.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288

- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Sixth resolution

7. As from the Effective Date, amendment to Article 11 - “Redemption” of the Articles so as to re-arrange the allocation of costs in case of redemptions in kind. Consequently, the last sentence of the Article 11 will be replaced as follows:

“Any costs resulting from such redemption in kind are supported by the redeeming shareholders.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Seventh resolution

8. As from the Effective Date, amendment to Article 12 - “Conversion” so as to rephrase the wording on the suspension of orders. Article 12 shall therefore read as follows:

“ **Art. 12. Conversion.** Any shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his shares into another Sub-Fund and/or class of shares, provided that the board of directors may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions between certain Sub-Funds and/or classes of shares and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine and specify in the sales documents of the Company.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset values per share concerned, calculated on the same Valuation Day. If there is no common Valuation Day for any two classes, the conversion will be made on the basis of the net asset value calculated on the next following Valuation Day of each of the two classes concerned.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund and/or class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-Fund and/or class.

If conversion (with reference to their redemption proportion) applications exceed 10% of the total value of a Sub-Fund on a Valuation Day the Company's Board of Directors may suspend all of the conversion applications until adequate liquidity has been generated to serve these applications; such suspension not to exceed ten Valuation Days. On the Valuation Day following this period these conversion applications will be given priority and settled ahead of applications received during and/ or after this period.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Eighth resolution

9. As from the Effective Date, amendment to Article 13 - “Limitations on the Ownership of Shares” of the Articles so as to replace the third indent of the procedure as follows:

“b) 3. payment of the redemption price will be made to the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender, where applicable, of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice together with the unmaturing coupons. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender, where applicable, of the share certificate(s) and the unmaturing coupons if issued, as aforesaid.”;

c) “refuse, during any Shareholders' Meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.

In particular, the Shares of the Company may not be offered or sold within the United States or to or for the account of any US Person as defined in Rule 902 of Regulation S under the Securities Act.

Applicants may be required to declare that they are not US Persons and that they are neither acquiring Shares on behalf of US Persons nor acquiring Shares with the intent to sell to US Persons.

The Shares of the Company may, however, be offered to investors that qualify as US Persons as defined under the Foreign Account Tax Compliance Act (“FATCA”), under the condition that such investors do not qualify as US Persons according to Rule 902 of Regulation S under the Securities Act”.

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Ninth resolution

10. As from the Effective Date, amendment to Article 16 - “Suspension of calculation of the net asset value” of the Articles so as to update the wording and to include new indents 8 and 9 as additional cases for suspension of the calculation, as follows:

“8. In case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or another UCITS (or a Sub-Fund thereof), provided such suspension is in the interest of the shareholders;

9. In case if a feeder Sub-Fund of the Company, if the net asset calculation of the master Sub-Fund or the master UCITS is suspended.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Tenth resolution

11. As from the Effective Date, amendment to Article 20 - “Powers of the Board of Directors” of the Articles so as to update the wording and to include new indents 10 and 11 as additional investment possibilities and in accordance with the provisions of UCITS IV Directive:

“10. A Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten, invest in the shares issued by one or several Sub-Funds of the Company.

11. A Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Eleventh resolution

12. As from the Effective Date, amendment of last paragraph of Article 23 - “Conflicts of interest” of the Articles so as to align it with the conflicts of interests policy applicable to the Company and the last indent shall be read as follows:

“If any director, executive or authorized representative has a personal interest in some part of the Company’s business, or is in a situation which leads or may lead to a conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of the Company and/or its clients, he shall inform the board of directors thereof. He shall not deliberate or take part in voting on this matter. The matter shall be reported to the next shareholders’ meeting.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Twelfth resolution

13. As from the Effective Date, removal of article 24 - “Indemnification” from the Articles.

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Thirteenth resolution

14. As from the Effective Date, subsequent renumbering of articles 25 to 33 of the Articles and update of the relevant cross-references in the Articles.

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288

- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Fourteenth resolution

15. As from the Effective Date, amendment of /newly numbered of Article 24 - “General Meeting of the Company” and Article 26 - “Termination and amalgamation of sub-funds or classes of shares” so as to rephrase the Articles.

Article 24 shall be read as follows:

“ **Art. 24. General meetings of the Company.** The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 3.20 p.m. on the third Thursday of October. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next banking day. The annual general meeting may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type towards the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types in compliance with Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda. The convening notice for a general meeting can provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time) (the “registration date”).

If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holder voting right.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any shareholder may take part in meetings by designating in writing, by telegram or telex, another person to act as his proxy.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288
- Votes against: 0
- Abstentions: 0

Fifteenth resolution

16. As from the Effective Date, amendment to the former article 29 - “Distributions” (to be renumbered 28) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:

“Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilised bearer shares shall be made to the bearer shares depositary for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company.”

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 2.604,288

- Votes against: 0
- Abstentions: 0

There being no further business, the meeting is terminated.

The above-named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount to approximately one thousand two hundred five euro (1,205.- EUR) and shall be borne by the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26 (2) of the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the bureau of the meeting, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons signed together with the notary the present deed.

Signé: O. SABADA HERRERO, F. D'ASCANIO, L. GERARD, L. GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 1^{er} juin 2015. Relation: 1LAC/2015/16823. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087265/565.

(150099986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Albain Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 179.739.

Extrait des décisions de l'actionnaire unique de la société pris en date du 13 Mai 2015

En date du 13 Mai 2015, l'actionnaire unique de la Société a pris la résolution suivante:

- De renouveler le mandat de la société Ernst & Young S.A., ayant le siège sociale à 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculé auprès de RCSL sous le numéro B 47.771, en tant que réviseur d'entreprise agréée jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels se terminant 31 Décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Mai 2015.

Référence de publication: 2015072099/14.

(150083072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Äresto, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen.

R.C.S. Luxembourg B 143.294.

Extrait des modifications adoptées par le gérant de la société le 08/04/2015

Les modifications suivantes sont adoptées:

- Constatation du transfert de quatre (4) parts sociales de Monsieur Franck GURY à la société anonyme RANYQ (B142940) intervenu en date du 08/04/2015.

- Constatation du transfert de trois (3) parts sociales de Monsieur Jean-Paul LEUCK à la société anonyme RANYQ (B142940) intervenu en date du 08/04/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/04/2015.

Pour extrait conforme

Pour la gérance

Référence de publication: 2015072085/17.

(150082882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Arizona Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7243 Bereldange, 22-24, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 197.942.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the seventeenth day of June.

Before the undersigned, Maître Henri BECK, a notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Fiduciaire Eurolux, société anonyme, a Luxembourg public limited liability company incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 196, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, registered with the trade and companies register, under number B 34.752, (the Sole Shareholder),

here duly represented by Mr. Axel Marggraff, employee, whose professional address is 196, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on 11 June 2015,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Arizona Properties S.A.” (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Walferdange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. Capital

The Issued and Authorised share capital consists of the following divisions of shares made up by consequential numbering, such shares having a number in each numbering-division, having the rights as set out in these Articles.

- Division of shares 1 to 100,000;
- Division of shares 100,001 to 300,000;
- Division of shares 300,001 to 500,000;
- Division of shares 500,001 to 700,000;
- Division of shares 700,001 to 900,000;
- Division of shares 900,001 to 1,100,000.

5.2. Issued Capital

The issued capital consists of one hundred thousand euros (EUR 100,000) represented by one hundred thousand (100,000) shares numbered 1 to 100,000, each in registered form and having a par value of one euro (EUR 1).

5.3. Authorized Capital

The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

- increase the current share capital once or more up to one million one hundred thousand euros (EUR 1,100,000), by the issue of a maximum of one million (1,000,000) new shares within the limits of the divisions of shares mentioned under article 5.1. above, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by the conversion of claims on the Company or in any other manner, each share being in registered form and having a par value of one euro (EUR 1).

- limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and

- record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.

5.4. The shares of division of shares 1 to 100,000, of division of shares 100,001 to 300,000, of division of shares 300,001 to 500,000, of division of shares 500,001 to 700,000, of division of shares 700,001 to 900,000 and of division of shares 900,001 to 1,100,000 are jointly referred to as the Shares and each share within one of these divisions is referred to as a Share.

5.5. Each Share is entitled to one (1) vote at any general meeting of shareholder(s).

5.6. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.7. The Company shall have a share premium account connected to the share capital account, which shall not be attached to any particular division of Shares.

Art. 6. Shares.

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.2. The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of Shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A Share transfer shall be carried out by the entry in the register of Shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

- (ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a Share transfer.

Art. 7. Redeemable Shares.

7.1. The Shares are all issued as redeemable shares in accordance with article 49-8 of the Law (the Redeemable Shares), it being specified that any redemption is restricted to the extent that such redemption would drop the issued share capital to an amount below the minimum prescribed by Law. Subscribed and fully paid-up Redeemable Shares may be redeemed by the Company within the limits and subject to the conditions set forth by article 49-8 of the Law and in accordance with the provisions of these Articles.

7.2. The Company may redeem and cancel one or several divisions of Redeemable Shares in whole or in part, as determined from time-to-time by the Board.

7.3. At least fourteen (14) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail to each holder of the relevant division of Redeemable Shares to be redeemed, at his or her address last shown in the register of shareholders, notifying such shareholder of the number of Redeemable Shares so to be redeemed and specifying the redemption date,

the Redemption Price (as defined in article 7.5 below), the procedures necessary to submit the relevant Redeemable Shares to the Company for redemption and the anticipated date of the general meeting of shareholders resolving on the share capital decrease further to the withdrawal of the redeemed shares.

7.4. In the event of the redemption and cancellation of a whole division of Redeemable Shares (in reverse numerical order), each holder of Shares of the redeemed division of Redeemable Shares is entitled to a portion of the Redemption Price determined by the Board corresponding to its holding of the shares within that division of Redeemable Shares.

7.5. The redemption price of any redeemed division of Redeemable Shares shall not exceed Available Amounts (as defined in article 7.6 below) and shall be determined by the Board based on interim accounts of the Company drawn-up less than three (3) months prior to the redemption and cancellation date of the relevant division of Redeemable Shares (the Redemption Price).

7.6. Available Amounts means for the purpose of article 7.5. above the total amount of the net profits of the Company at the end of the last closed financial year increased by any carried forward profits and any freely distributable reserves (including, for the avoidance of doubt, the share premium reserve and the account 115 “apport en capitaux propres non rémunéré par des titres”), but reduced by any losses carried forward and any sums to be placed into reserve(s) in accordance with the Law or the Articles.

III. Management - Representation

Art. 8. Board of directors.

8.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. Where the number of shareholders is equal to one, the Company may be managed by a single director. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

8.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

8.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any director, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event

of a tied vote, [except if the Board is composed of one or several class A directors and one or several class B directors]. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors (Circular Board Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

8.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any director or, if one or several class A directors and one or several class B directors have been appointed, by the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person[s] to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole director.

9.1. Where the number of shareholders is equal to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

9.2. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

9.3. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 10. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder[s]

Art. 11. General meetings of shareholders.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing at least one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, director[s] and statutory auditor[s] to the Company.

13.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor[s] shall then prepare a report setting out their proposals.

13.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the first Monday of June of each year at 9 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

14.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires)/external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits, subject to the provisions of the following paragraph 15.3. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Any distribution of dividends, including interim dividend distributions shall be made in accordance with the following order of priority:

- (i) an amount equal to fifteen per cent (15%) of the par value of the Shares numbered 100,001 to 300,000 shall be allocated prorata to each holder of these Shares;
- (ii) an amount equal to fourteen per cent (14%) of the par value of the Shares numbered 300,001 to 500,000 shall be allocated prorata to each holder of these Shares;
- (iii) an amount equal to thirteen per cent (13%) of the par value of the Shares numbered 500,001 to 700,000 shall be allocated prorata to each holder of these Shares;

(iv) an amount equal to twelf per cent (12%) of the par value of the Shares numbered 700,001 to 900,000 shall be allocated prorata to each holder of these Shares;

(v) an amount equal to twelf per cent (11%) of the par value of the Shares numbered 900,001 to 1,100,000 shall be allocated prorata to each holder of these Shares;

If the distributions exceed the amounts pursuant to (i) to (v), the remaining amount of the distribution is allocated to the holders of all divisions of Shares prorata to their holding in the issued capital.

If interim dividends are paid in a financial year and afterwards a regular dividend distribution is decided during the same financial year, the above mentioned waterfall is applied on the basis of the sum of the interim dividends and the regular dividend.

15.4. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

17.1. Notices and communications may be made or waived and Circular Board Resolutions and voting forms of the shareholders may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of December 2015.

Subscription and payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, subscribes for one hundred thousand (100,000) shares numbered 1 to 100,000 in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one hundred thousand euros (EUR 100,000).

The amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand six hundred Euro (EUR 1.600.-).

Resolution of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder adopted the following resolutions:

1. Michael Mettler, businessman, professionally residing at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg is appointed as director of the Company until the annual general meeting deciding on the annual accounts of the financial year to be closed on 31 December 2017 has taken place.

2. European Audit S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 11, rue Hiel, L-7390 Blaschette, registered with the register of commerce and companies of Luxembourg under number B 50956 is appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company until the annual general meeting deciding on the annual accounts of the financial year to be closed on 31 December 2017 has taken place.

3. The registered office of the Company is located at 22-24, rue du X Octobre, L-7243 Bereldange.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of divergences, the German text prevails.

WHEREOF this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Folgt die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebzehnten Tag des Monats Juni,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Henri BECK, mit Amtssitz in Echternach, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Fiduciaire Eurolux, société anonyme, eine Gesellschaft gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in der 196, rue de Beggen, L-1220 Luxemburg, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 34.752 (der Alleinaktionär),

hier vertreten durch Herrn Axel Marggraff, Privatangestellter, berufsansässig in 196, rue de Beggen, L-1220 Luxemburg, aufgrund der privatrechtlicher Vollmacht welche am 11. Juni 2015 erteilt wurde.

Nach ne varietur Unterzeichnung von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar, wird die besagte Vollmacht der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „Arizona Properties S.A.“ (die Gesellschaft).

Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Walferdange im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluß des Verwaltungsrates errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und daß diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Gesellschaftssitz bis zur vollständigen Beendigung dieser Entwicklungen oder Ereignisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Jegliche solcher vorübergehenden Maßnahmen beeinflussen die Nationalität der Gesellschaft nicht, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen. Sie kann Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtiteln und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus

Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann sie in Bezug auf einen Teil oder ihr gesamtes Vermögen Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren, Rechtsmittel und Instrumente zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder der Förderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Aktionäre betrifft, aufgelöst.

II. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 5. Kapital.

5.1. Kapital

Das Gezeichnete und das Genehmigte Kapital setzen sich aus den folgenden Aktiendivisionen zusammen, welche jeweils aus einer Anzahl Aktien mit aufeinanderfolgenden Nummern bestehen und welche die in dieser Satzung vorgesehenen Rechte beinhalten.

Aktiendivision 1 bis 100.000;

Aktiendivision 100.001 bis 300.000;

Aktiendivision 300.001 bis 500.000;

Aktiendivision 500.001 bis 700.000;

Aktiendivision 700.001 bis 900.000;

Aktiendivision 900.001 bis 1.100.000.

5.2. Gezeichnetes Kapital

Das gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft beträgt hunderttausend Euro (EUR 100.000) und besteht aus hunderttausend (100.000) Namensaktien, welche von 1 bis 100.000 nummeriert sind und einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1) haben.

5.3. Genehmigtes Kapital

Während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der Veröffentlichung dieser Gründungsurkunde, ist der Verwaltungsrat berechtigt:

(i) das aktuelle Stammkapital einmalig oder mehrfach bis zu einem Betrag von einer Million einhunderttausend Euro (EUR 1.100.000) durch die Ausgabe von maximal einer Million (1.000.000) neuen Namensaktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) innerhalb den Grenzen der Aktiendivisionen welche unter Artikel 5.1. aufgeführt sind, mit oder ohne Aktienprämie, gegen Bar- oder Sacheinlage, durch Umwandlung von gegen die Gesellschaft bestehenden Forderungen oder in irgend einer anderen Art zu erhöhen;

(ii) die bevorrechtigten Zeichnungsrechte der Aktionären für die neu ausgegebenen Aktien zu limitieren oder zu widerrufen und zu bestimmen, welche Personen berechtigt sein sollen, die neuen Aktien zu zeichnen; und

(iii) jede Stammkapitalerhöhung in Form einer notariellen Urkunde zu dokumentieren und das Aktienregister entsprechend abzuändern.

5.4. Die Aktien der Aktiendivisionen 1 bis 100.000, 100.001 bis 300.000, 300.001 bis 500.000, 500.001 bis 700.000, 700.001 bis 900.000 und 900.001 bis 1.100.000 werden zusammen als die Aktien bezeichnet und jede Aktie aus einer dieser Aktiendivisionen wird als eine Aktie bezeichnet.

5.5. Jede Aktie gibt Recht auf eine (1) Stimme auf jeder Hauptversammlung.

5.6. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Hauptversammlung in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

5.7. Die Gesellschaft wird ein Aktienprämienkonto haben, welches mit dem Stammkapitalkonto verbunden ist und nicht an eine bestimmte Aktiendivision gebunden ist.

Art. 6. Aktien.

6.1. Die Aktien sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Aktieninhaber pro Aktie an.

6.2. Die Aktien der Gesellschaft sind und bleiben Namensaktien (actions nominatives).

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.4. Die Übertragung von Aktien erfolgt durch die Eintragung in das Aktienregister einer Erklärung der Übertragung, datiert und unterzeichnet durch:

- (i) sowohl den Übertragenden und den Erwerber oder durch deren bevollmächtigte Stellvertreter oder
- (ii) einen Bevollmächtigten der Gesellschaft, Eintragung welche einer Benachrichtigung oder Genehmigung der Gesellschaft im Sinne von Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches folgt.

6.5. Als Beweis für die Übertragung der Aktien kann die Gesellschaft alle Dokumente anerkennen, die die zwischen dem Übertragenden und Erwerber über die Übertragung geschlossene Vereinbarung dokumentieren.

Art. 7. Rückkaufbare Aktien.

7.1. Die Aktien sind alle als rückkaufbare Aktien gezeichnet gemäß Artikel 49-8 des Gesetzes (die Rückkaufbaren Aktien). Es wird darauf hingewiesen, daß jeder Rückkauf insofern beschränkt ist, daß durch einen solchen Rückkauf das gezeichnete Stammkapital nicht unter das vom Gesetz vorgesehene Minimumstammkapital fallen kann. Gezeichnete und ganz eingezahlte Rückkaufbare Aktien können von der Gesellschaft innerhalb der von Artikel 49-8 des Gesetzes festgelegten Grenzen und Voraussetzungen und gemäß den in der Satzung vorgesehenen Vorschriften zurückgekauft werden.

7.2. Die Gesellschaft kann eine oder mehrere Rückkaufbare Aktiendivisionen ganz oder teilweise zurückkaufen und einziehen, sowie das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen wird.

7.3. Eine schriftliche Notiz wird per Einschreibebrief mindestens dreißig (30) Tage vor dem Rückkauf an die im Gesellschaftsregister für jeden Inhaber der jeweiligen relevanten Aktiendivision der Rückkaufbaren Aktien zuletzt angegebene Adresse gesandt. Diese Notiz informiert somit den Aktieninhaber über die Zahl der Rückkaufbaren Aktien welche durch die Gesellschaft zurückgekauft werden, über das Rückkaufsdatum, über den Rückkaufspreis (sowie er in Artikel 7.5. definiert ist), über die Prozeduren wie die zurückzukaufenden Rückkaufbaren Aktien an die Gesellschaft zu übergeben sind und über das Datum der Hauptversammlung, die über die Kapitalherabsetzung im Anschluss an die Einziehung der zurückgekauften Aktien entscheidet.

7.4. Falls eine ganze Aktiendivision zurückgekauft und eingezogen wird (in umgekehrter numerischer Reihenfolge) hat jeder Inhaber der zurückgekauften rückkaufbaren Aktiendivision Recht auf den Teil des vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufspreises, welcher seinem Anteil an den in der gegebenen Aktiendivision zurückgekauften Aktien entspricht.

7.5. Der Rückkaufspreis einer jeglichen Aktiendivision von Rückkaufbaren Aktien soll die Verfügbaren Beträge (sowie hierunter in Artikel 7.6. definiert) nicht überschreiten und wird von dem Verwaltungsrat auf Grund einer Zwischenbilanz der Gesellschaft, welche weniger als drei (3) Monate vor dem Rückkauf- und dem Einziehungsdatum der entsprechenden Rückkaufbaren Aktiendivision aufgestellt wurde, festgesetzt.

7.6. Verfügbare Beträge heißt im Sinne des Artikels 7.5. der gesamte Betrag der Nettogewinne der Gesellschaft am Ende des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres, erhöht um jegliche Gewinnvorträge und frei verfügbare Reserven [einschließlich, um Zweifel auszuschließen, die Agiorücklage und das Konto 115 „apports en capitaux propres non rémunéré par des titres“ (Einbringung in das Eigenkapital ohne Ausgabe von Titeln / Wertpapieren)] aber gemindert um jegliche Verlustvorträge und jegliche gemäß Gesetz oder gemäß der Satzung zu bildenden Rücklagen.

III. Verwaltung - Vertretungsmacht

Art. 8. Verwaltungsrat.

8.1. Zusammensetzung des Verwaltungsrats

(i) Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Im Falle eines Alleinaktionärs kann die Gesellschaft durch einen alleinigen Direktor verwaltet werden. Die Mitglieder des Verwaltungsrats müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein.

(ii) Die Hauptversammlung der Gesellschaft ernennt die einzelnen Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern darf einen Zeitraum von sechs (6) Jahren nicht überschreiten; Verwaltungsratsmitglieder sind wieder wählbar. Die Hauptversammlung kann beschließen, Verwaltungsratsmitglieder aus zwei verschiedenen Klassen zu ernennen, i.e. einen oder mehrere Klasse A Verwaltungsratsmitglieder und einen oder mehrere Klasse B Verwaltungsratsmitglieder.

(iii) Verwaltungsratsmitglieder können durch Beschluss der Hauptversammlung jederzeit (mit oder ohne Grund) abberufen werden.

(iv) Sofern eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt wird, muss diese einen ständigen Stellvertreter bestimmen, welcher diese in ihrer Funktion als Verwaltungsratsmitglied vertritt. Der ständige Stellvertreter unterliegt denselben Regelungen und haftet, als habe er sein Amt in eigenem Namen für sich selbst handelnd vorgenommen, unabhängig von der gesamtschuldnerischen Haftung mit der juristischen Person, die er vertritt.

(v) Sollte der ständige Stellvertreter nicht in der Lage sein, sein Amt auszuüben, hat die juristische Person umgehend einen neuen ständigen Stellvertreter zu bestimmen.

(vi) Sollte das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds frei werden, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder durch einfachen Mehrheitsbeschluss die freie Stelle vorläufig neu besetzen, bis die nächste Hauptversammlung einen neues Verwaltungsratsmitglied ernennt.

8.2. Befugnisse des Verwaltungsrats

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung den Aktionären vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Verwaltungsrat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen.

(iii) Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs und die Befugnis die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu vertreten, auf einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Vorstände, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte zu übertragen, unabhängig davon, ob es sich bei diesen Personen um Aktionäre handelt oder nicht, welche sowohl einzeln als auch gemeinschaftlich handeln können. Sofern die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs auf ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder übertragen worden sein sollte, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung jährlich darlegen, welches Gehalt, Gebühren und/oder Vorteile diesem/diesen Verwaltungsratsmitglied(ern) während des jeweiligen Geschäftsjahres zugeflossen ist.

8.3. Verfahren

(i) Der Verwaltungsrat muss unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen und kann einen Schriftführer auswählen, der nicht zwangsläufig ein Verwaltungsratsmitglied sein muss, welcher für die Protokollführung sämtlicher Verwaltungsratsitzungen und Hauptversammlungen zuständig ist.

(ii) Auf Antrag des Vorsitzenden oder auf Antrag von einem (1) Verwaltungsratsmitglieder trifft sich der Verwaltungsrat, an einem in der Bekanntmachung genannten Ort, grundsätzlich aber im Großherzogtum Luxemburg.

(iii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Versammlung des Verwaltungsrates geht allen Verwaltungsratsmitgliedern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung darzulegen sind.

(iv) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und jeder von ihnen erklärt, dass ihm die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Bekanntmachung kann ein Verwaltungsratsmitglied zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Verwaltungsrat verabschiedet wurde.

(v) Ein Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Verwaltungsratsmitglied eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Verwaltungsrates vertreten zu lassen.

(vi) Der Verwaltungsrat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden, vorausgesetzt dass, wenn die Gesellschafter einen oder mehrere Klasse A Verwaltungsratsmitglieder und einen oder mehrere Klasse B Verwaltungsratsmitglieder ernannt haben, mindestens ein (1) Klasse A und ein (1) Klasse B Verwaltungsratsmitglied zugunsten des Beschlusses wählt. Im Falle einer Stimmengleichheit steht dem Vorsitzenden die streitentscheidende Stimme zu, [es sei denn, der Verwaltungsrat bestehe aus einem oder mehreren Klasse A Verwaltungsratsmitgliedern und einem oder mehreren Klasse B Verwaltungsratsmitgliedern]. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche von dem Vorsitzenden oder von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Schriftführer (wenn vorhanden) unterzeichnet werden müssen.

(vii) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren, an einer Versammlung des Verwaltungsrates teilnehmen. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(viii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind (Zirkularbeschlüsse der Verwaltungsratsmitglieder), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

(ix) Ein Verwaltungsratsmitglied, welches einen Konflikt zwischen seinen und den Interessen der Gesellschaft in einer über das tägliche Geschäft hinausgehenden Transaktion hat, muss den Verwaltungsrat darüber unterrichten und hierüber eine Niederschrift anfertigen, die im Protokoll der Versammlung zu erwähnen ist. Das betroffene Verwaltungsratsmitglied darf an den Beratungen nicht teilnehmen. Ein spezieller Bericht über die relevante Transaktion ist den Aktionären auf der nächsten Hauptversammlung vor jeglicher Beschlussfassung in dieser Sache zu unterbreiten.

8.4. Stellvertretung

(x) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds oder, wenn einer oder mehrere Klasse A Verwaltungsratsmitglieder und einer oder mehrere Klasse B

Verwaltungsratsmitglieder ernannt worden sind, durch die gemeinschaftliche Unterschrift eines Klasse A Verwaltungsratsmitglieds und eines Klasse B Verwaltungsratsmitglieds gebunden.

(xi) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer jeden Person, an welche der Verwaltungsrat Spezialvollmachten übertragen hat, verpflichtet.

Art. 9. Alleiniger Direktor.

9.1. Im Falle eines Alleinaktionärs:

- (i) kann die Gesellschaft durch einen alleinigen Direktor verwaltet werden; und
- (ii) sind alle Verweise der Satzung die sich auf den Verwaltungsrat, die Verwaltungsratsmitglieder, einige Verwaltungsratsmitglieder oder ein Verwaltungsratsmitglied beziehen, auf den alleinigen Direktor sinngemäß anzuwenden.

9.2. Wenn die Anzahl der Aktionäre auf einen (1) reduziert ist:

(i) kann die Gesellschaft, bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung welche nach der Aufnahme eines weiteren Aktionärs erfolgt, durch einen alleinigen Direktor verwaltet werden; und

(ii) sind alle Verweise der Satzung die sich auf den Verwaltungsrat, die Verwaltungsratsmitglieder, einige Verwaltungsratsmitglieder oder ein Verwaltungsratsmitglied beziehen, auf den alleinigen Direktor sinngemäß anzuwenden.

9.3. Transaktionen welche von der Gesellschaft eingegangen werden, müssen protokolliert werden wenn sich das alleinige Verwaltungsratsmitglied in einem Interessenkonflikt befinden könnte. Dies trifft nicht auf Transaktionen zu, die im Rahmen des allgemeinen Tagesgeschäft der Gesellschaft durchgeführt werden.

Art. 10. Haftung der Verwaltungsratsmitglieder. Verwaltungsratsmitglieder sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften sind.

IV. Aktionär[e]

Art. 11. Hauptversammlung der Aktionäre.

11.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Aktionäre werden bei Hauptversammlungen der Aktionäre verabschiedet (die Hauptversammlung). Die Hauptversammlung hat das umfassende Recht jegliche Handlungen und Tätigkeiten umzusetzen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

(ii) Jede Aktie gewährt eine (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Die Aktionäre können durch den Rat oder d[en/ie] Wirtschaftsprüfer zur Hauptversammlung einberufen werden. Eine Generalversammlung muss auf Anfrage von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Hauptversammlung geht allen Aktionären spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung dazulegen sind.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Bekanntmachung genannten Ort, zur in der Bekanntmachung genannten Zeit statt.

(iv) Sofern sich alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(v) Ein Aktionär kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei jeder Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Jeder Aktionär kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren, an einer Hauptversammlung teilnehmen. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Jeder Aktionär gibt seine Stimme auf einem von der Gesellschaft zu diesem Zweck ausgegebenen Wahlzettel ab. Die Wahlzettel müssen das Datum, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung, sowie den vorgeschlagenen Text der Beschlüsse angeben. Für jeden Beschluss muss der Wahlzettel drei Felder enthalten, welche es dem Aktionär ermöglichen, sich für oder gegen den Beschluss zu entscheiden oder sich von der Wahl zu enthalten. Die Aktionäre müssen die Wahlzettel an den Gesellschaftssitz zurücksenden. Nur die Wahlzettel, die bis zum Beginn der Hauptversammlung eingegangen sind, können bei der Berechnung der Beschlussfähigkeit berücksichtigt werden. Wahlzettel die weder eine Stimme (für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss), noch eine Enthaltung enthalten, sind nichtig.

(viii) Beschlüsse der Hauptversammlung können durch eine einfache Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Aktionäre entschieden werden, unabhängig von der Anzahl des vertretenen Stammkapitals.

(ix) Eine außerordentliche Hauptversammlung kann die Satzung nur abändern, wenn die Hälfte des Stammkapitals vertreten ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Abänderungen der Satzung sowie den Text der vorgeschlagenen Abänderungen bezüglich des Gesellschaftszweckes oder der Gesellschaftsform darstellt. Wird die Beschlussfähigkeit nicht erreicht, muss eine zweite Hauptversammlung in Form einer zweifachen Veröffentlichung der Bekanntmachung in einem

fünfzehn (15) Tages Intervall, mindestens aber bis zu fünfzehn (15) Tage vor Abhaltung der Hauptversammlung im Mémorial und in zwei luxemburgischen Zeitungen, einberufen werden. Diese Bekanntmachung muss die Tagesordnung der Hauptversammlung und auch das Datum und Ergebnis der vorangegangenen Hauptversammlung wiedergeben. Die zweite Hauptversammlung kann unabhängig vom Anteil des vertretenen Stammkapitals rechtsverbindlich entscheiden. Bei beiden Hauptversammlungen können Beschlüsse nur durch mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

(x) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Aktionärs gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre und Inhaber von Schuldtiteln (wenn vorhanden).

Art. 12. Alleiniger Aktionär. Wenn die Anzahl der Aktionäre auf einen (1) reduziert wird:

- (i) übt der alleinige Aktionär alle Befugnisse aus, die der Hauptversammlung nach dem Gesetz zustehen;
- (ii) Bezugnahmen auf die Hauptversammlung innerhalb der Satzung gelten, sofern erforderlich, als Bezugnahmen auf den alleinigen Aktionär; und
- (iii) die Beschlüsse des alleinigen Aktionärs sind schriftlich festzuhalten.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung – Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

13.1 Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

13.2 Der Verwaltungsrat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft und die Verbindlichkeiten der Bevollmächtigten, Verwaltungsratsmitglieder und de[m/r] satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3 Einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Verwaltungsrat de[m/n] satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer[n] Urkundenbeweise hinsichtlich der Tätigkeiten der Gesellschaft vor. D[er/ie] satzungsmäßige[n] Wirtschaftsprüfer erstell[t/en] daraufhin einen Bericht, der ihre Erkenntnisse und Vorschläge enthält.

13.4 Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Bekanntmachung angegebenen Ort der Gemeinde, am ersten Montag im Juni eines jeden Jahres um 9:00 Uhr statt. Ist dieser Tag in Luxemburg kein Werktag, so findet die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag statt.

Art. 14. Wirtschaftsprüfer.

14.1. Der Betrieb der Gesellschaft wird von einem oder mehreren satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfern kontrolliert (commissaires).

14.2. Sofern dies vom Gesetz vorgeschrieben ist, wird der Betrieb der Gesellschaft von einem oder mehreren genehmigten externen Wirtschaftsprüfern (réviseurs d' entreprises agréés) überprüft.

14.3. Die Hauptversammlung ernennt die satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer (commissaires) / genehmigten externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d' entreprise agréé) und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit der satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer darf den Zeitraum von sechs (6) Jahren nicht überschreiten, aber sie können wiedergewählt werden.

Art. 15. Gewinnausschüttung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt (die Gesetzliche Rücklage). Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die Gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung entscheidet, vorbehaltlich der Bestimmungen von Paragraph 15.3., auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie kann mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder in Übereinstimmung mit den anwendbaren gesetzlichen Regelungen als Gewinn vortragen.

15.3. Jede Dividendenverteilung, Abschlagsdividenden einbegriffen, muss gemäss folgender Prioritätsfolge vorgenommen werden:

- (i) ein Betrag in Höhe von fünfzehn Prozent (15%) des Nennwertes der Aktien, welche von 100.001 bis 300.000 numeriert sind, wird jedem Inhaber dieser Aktien prorata zugeteilt;
- (ii) ein Betrag in Höhe von vierzehn Prozent (14%) des Nennwertes der Aktien, welche von 500.001 bis 5300.000 numeriert sind, wird jedem Inhaber dieser Aktien prorata zugeteilt;
- (iii) ein Betrag in Höhe von dreizehn Prozent (13%) des Nennwertes der Aktien, welche von 100.001 bis 700.000 numeriert sind, wird jedem Inhaber dieser Aktien prorata zugeteilt;
- (iv) ein Betrag in Höhe von zwölf Prozent (12%) des Nennwertes der Aktien, welche von 700.001 bis 900.000 numeriert sind, wird jedem Inhaber dieser Aktien prorata zugeteilt;
- (v) ein Betrag in Höhe von elf Prozent (11%) des Nennwertes der Aktien, welche von 900.001 bis 1.100.000 numeriert sind, wird jedem Inhaber dieser Aktien prorata zugeteilt.

Falls die Ausschüttungen die unter (i) bis (v) genannten Beträge überschreiten, wird der Restbetrag der Dividendenausschüttung zwischen den Inhabern aller Aktiendivisionen prorata zu ihrem Anteil am gezeichneten Stammkapital aufgeteilt.

Falls im Laufe des Geschäftsjahres Abschlagsdividenden gezahlt werden und nachher wird eine klassische Dividendenausschüttung im selben Geschäftsjahr beschlossen, dann wird die unter 15.3. beschriebene Prioritätsfolge in Bezug auf die Summe der Abschlagsdividenden und der regulären Dividende berücksichtigt.

15.4. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) der Verwaltungsrat fertigt einen Zwischenabschluss an;
- (ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagios) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welche die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;
- (iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Verwaltungsrat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden; und
- (iv) in ihrem Bericht an den Verwaltungsrat müssen die satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer (commissaires), oder die genehmigten externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) soweit anwendbar, prüfen, ob die oben genannten Bedingungen erfüllt wurden.

VI. Auflösung und Liquidation

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung unter Beachtung der für die Satzungsänderung geltenden Bestimmungen aufgelöst werden. Die Hauptversammlung ernennt einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Aktionäre handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmt ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Hauptversammlung, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten, wird unter den Aktionären im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden, Zirkularbeschlüsse der Verwaltungsratsmitglieder und Wahlzettel der Aktionäre können durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert werden.

17.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Verwaltungsratssitzung können von einem Verwaltungsratsmitglied, in Übereinstimmung mit den vom Verwaltungsrat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Verwaltungsratsmitglieder oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Aktionäre in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

Der Alleinaktionär, wie vorstehend vertreten, zeichnet hunderttausend (100.000) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von hunderttausend Euro (EUR 100.000) zu erbringen.

Der Betrag in Höhe von hunderttausend Euro (EUR 100.000) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung und ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen, werden ungefähr ein tausend sechs hundert Euro (EUR 1.600.-) betragen.

Beschlüsse des alleinigen Aktionärs

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der alleinige Aktionär folgende Beschlüsse gefasst:

1. Michael Mettler, Kaufmann, geschäftsansässig 35, avenue Monterey L-2163 Luxembourg, wird bis zur und einschliesslich der Hauptversammlung, welche über die Konten des am 31. Dezember 2017 endigenden Geschäftsjahres entscheidet zum alleinigen Direktor der Gesellschaft bestellt.

2. European Audit S.à.r.l., eine Luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 11, rue Hiel, L-7390 Blaschette, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 50956 wird bis zur und einschliesslich der Hauptversammlung, welche über die Konten des am 31. Dezember 2017 endigenden Geschäftsjahres entscheidet zum satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer (commissaire) der Gesellschaft ernannt.

3. Sitz der Gesellschaft ist in 22-24, rue du X Octobre, L-7243 Bereldange.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Partei, dass die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und dass im Falle einer Abweichung, die deutsche Fassung maßgeblich sein soll.

Diese notarielle Urkunde ist in Luxemburg am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem der Notar diese Urkunde laut vorlies wurde sie von ihm und dem Stellvertreter der erschienenen Partei unterschrieben.

Gezeichnet: A. MARGGRAFF, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juin 2015. Relation: GAC/2015/5196. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 29. Juni 2015.

Référence de publication: 2015101919/742.

(150111868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Orbit Private Asset Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 277.700,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 112.851.

EXTRAIT

Il résulte des décisions des actionnaires de «Orbit Private Asset Management S.A.» («la Société») prise le 27 mars 2015 que:

Suivant l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue le 27 mars 2015, il a été demandé aux Actionnaires de la Société («les Actionnaires») de renouveler les mandats de M. Arnold Bon et de M. Ronald Winckel comme Administrateurs de la Société.

A ces fins, les Actionnaires ont unanimement décidé:

- de renouveler le mandat de M. Arnold Bon (adresse privée: 1, rue Dicks, L-5521 Remich) comme Administrateur de la Société et membre du Conseil d'Administration, avec effet le 27 mars 2015 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

- de renouveler le mandat de M. Ronald Winckel (adresse privée: 4, Vijfdeedreef, B-2950 Kapellen, Belgique) comme Administrateur de la Société et membre du Conseil d'Administration, avec effet le 27 mars 2015 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration signée en date du 1^{er} décembre 2012:

- de nommer M. Gerrit van Noord (adresse privée: 1, rue Dicks, L-5521 Remich) comme Administrateur Délégué (Délégué à la gestion journalière) de la Société avec effet le 1^{er} décembre 2012 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24.4.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015072654/28.

(150082407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.